

Me référant à sa récente rencontre avec le Secrétaire général des Nations Unies, j'aimerais demander au très honorable premier ministre si le Secrétaire général des Nations Unies est d'accord avec le principe énoncé récemment par le gouvernement canadien relativement à la question de la souveraineté canadienne sur les eaux dites extra-territoriales de l'océan Arctique?

Le très hon. P. E. Trudeau: Monsieur le président, nous n'avons jamais affirmé la souveraineté canadienne sur les eaux extra-territoriales au Canada.

LA CONSTITUTION

LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE LA CONFÉDÉRATION

[Traduction]

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Ma question s'adresse au ministre des Communications. Elle a trait au discours qu'il a prononcé à Toronto mercredi dernier, où il a décrit la conférence sur l'avenir de la Confédération comme un spectacle pour la galerie. Le ministre aura-t-il la bonté de déposer le texte de son discours afin que nous puissions tous examiner son plus récent apport au fédéralisme coopératif?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): Je dois expliquer le contexte où se situe la remarque—je puis le faire en bref.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre déclare qu'il peut répondre en bref, mais même dans ce cas-ci, je ne pense pas qu'il puisse faire une déclaration en ce moment pour expliquer un discours. Ce serait antiréglementaire.

LES AFFAIRES INDIENNES

INUVIK—L'EAU, LES ÉGOUTS ET L'ÉLECTRICITÉ

L'hon. George Hees (Prince Edward-Headings): J'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Au cours de son récent voyage, s'est-il assuré que les Indiens et les Esquimaux d'Inuvik auront désormais des installations d'eau, d'électricité et d'égouts, au même titre que les fonctionnaires qui vivent en ville, afin que nos indigènes ne soient plus considérés comme des citoyens de seconde zone.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, les Indiens, les Esquimaux et les Blancs sont traités sur un pied d'égalité à Inuvik. Un problème a surgi, qui ne touchait

[M. La Salle.]

pas seulement les Indiens et les Esquimaux, mais aussi une certaine portion de la population blanche, et il est actuellement en voie de solution.

[Traduction]

L'hon. M. Hees: Le ministre ignore-t-il que dans la moitié nord de la ville, les Indiens et les Esquimaux sont les seuls à ne pas être pourvus de ces installations?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LES TRANSPORTS

LE MANQUE DE VOITURES DE CHEMIN DE FER

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): J'aurais une question à poser au ministre des Transports, monsieur l'Orateur. Comme il est déjà impossible de retenir des places au CN à compter du 21 décembre, le ministre prendra-t-il des mesures positives pour exiger du CN et du CP qu'ils ajoutent des wagons à leurs trains pour répondre aux besoins des voyageurs?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je me ferai un plaisir de présenter des instances aux chemins de fer comme je l'ai fait à la fin des vacances d'été, non sans succès, d'ailleurs.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA CONSOLIDATION DES BASES

M. J. M. Forrestall (Halifax-Est): J'aurais une question à poser au ministre de la Défense nationale, monsieur l'Orateur. Quand sera-t-il en mesure de nous lire le prochain chapitre du programme de consolidation des bases?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Je suis encore en train de l'écrire, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

LES PESTICIDES

LA LIQUIDATION DES STOCKS DE DDT

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Puis-je poser au ministre des Approvisionnements et des Services une question qui découle de celle que j'ai adressée au premier ministre il y a plusieurs jours au sujet de la politique du gouvernement relative à l'emploi limité du DDT? Le ministre peut-il nous dire si la société de disposition des biens de la Couronne lance encore des appels d'offres au public pour l'achat de stocks de DDT de l'État pour le parc national de Prince Albert ou ailleurs au Canada, ou si le gouvernement cessera de solliciter ces soumissions?